

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 20 JANVIER 2026 17H

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Enquête exclusive Odoxa pour Sade

Des maires ouverts à l'innovation

2^e édition de l'Observatoire de la gestion municipale de l'eau :

Paris, le 20 janvier 2026 - A l'occasion du « Carrefour de l'eau » à Rennes et pour la 2^e année consécutive, Sade, filiale du cycle de l'eau de NGE, 4^e groupe de BTP en France, a confié à Odoxa la réalisation de son Observatoire de la gestion municipale de l'eau.

Cette édition 2026 confirme l'importance croissante des enjeux liés à l'eau pour les collectivités, tout en révélant des évolutions significatives par rapport à 2025.

Des priorités qui évoluent à 2 mois des élections municipales

En 2025, le renouvellement des réseaux d'eau figurait en 3^e position des priorités municipales. En 2026, il tombe à la 5^e place (23 %, -2 points), derrière la voirie (69 %, +5 points), les bâtiments publics (67 %, +5 points), le logement (30 %, +7 points) et la végétalisation des espaces publics (24 %, +9 points).

Aujourd'hui, les maires accordent une vigilance comparable à la raréfaction de l'eau et aux risques d'inondation :

- 37% se disent prioritairement attentifs aux inondations et à la protection des biens et des personnes.
- 34% privilégient la raréfaction de la ressource en eau et les solutions de réemploi.
- 29% déclarent être vigilants sur les deux fronts.

Dans les villes moyennes et grandes, la prévention des inondations reste la priorité (50%), mais la raréfaction de l'eau gagne du terrain.

Des maires très intéressés par l'innovation

Les élus plébiscitent des solutions technologiques pour moderniser les réseaux :

- 87 % souhaitent intégrer des outils de mesure en temps réel (capteurs) pour piloter le réseau.
- 75 % sont favorables à des techniques de réhabilitation sans tranchée.
- 70 % veulent moderniser avec des matériaux éco-sourcés.
- 64 % soutiennent la création de certificats d'économie d'eau à l'échelle nationale.

Pourtant seul 1 maire sur 6 (16 %) estime que sa commune est en avance sur le renouvellement des réseaux d'eau, un chiffre quasi stable par rapport à 2025 (-1 point). À l'inverse, 20 % se disent en retard (-4 points).

Concernant le service public de l'eau, les maires indiquent qu'ils ont pour priorité d'améliorer le rendement des réseaux (55%) et la qualité de l'eau du robinet (52%). En matière d'assainissement, leur priorité est de lutter contre la pollution de l'environnement (49%).

Le stress hydrique : un défi majeur

36 % des maires pensent que leur commune pourrait être confrontée au stress hydrique d'ici 2032, contre 39 % des Français.

L'inquiétude grimpe à 45 % dans les villes moyennes et grandes et 48 % dans le quart Sud-Est. Ces chiffres sont stables par rapport à 2025, confirmant que la problématique reste prioritaire.

Cette préoccupation est toute aussi élevée chez les Français. 39% d'entre eux estiment qu'une situation de stress hydrique pourrait arriver dans leur commune dans les 6 prochaines années.

L'attention portée à cette thématique varie par ailleurs très fortement selon les générations, passant de 49% d'inquiétude chez les moins de 50 ans à 30% chez les 50 ans et plus.

Tarification de l'eau : vers plus d'équité

Les maires sont favorables à :

- 66 % pour un prix identique sur tout le territoire.
- 61 % pour une tarification selon l'usage. Ils s'opposent à un prix variant selon le stress hydrique (55 %) ou le budget des familles (62 %).

« Cette 2e édition confirme que la gestion de l'eau est au cœur des préoccupations des élus, mais aussi que l'innovation doit encore trouver sa place dans les priorités municipales. Notre approche globale qui réunit toutes les expertises au service des réseaux d'eau, notre proximité avec les donneurs d'ordre et notre fine connaissance des spécificités territoriales nous permet d'être un interlocuteur privilégié des collectivités », Frédéric Bernadet, directeur général de Sade

À propos de l'étude : Enquête réalisée auprès de 429 maires et décideurs municipaux entre le 29 décembre 2025 et le 12 janvier 2026. Première édition réalisée en janvier 2025 auprès de 532 maires.

À propos de NGE

4e groupe français de BTP, NGE – Nouvelles Générations d'Entrepreneurs – construit des grandes infrastructures et des projets urbains ou de proximité. Avec ses expertises en financement, conception, construction et maintenance, le Groupe est devenu un acteur de référence pour la réalisation d'ouvrages adaptés aux enjeux économiques et écologiques des territoires. Sa dynamique entrepreneuriale est portée par un actionnariat salarié solide (les fondateurs, l'encadrement et les collaborateurs détiennent 72% du capital du Groupe) conforté par le fonds d'investissement français Montefiore (28% du capital).

Avec un chiffre d'affaires de 5 milliards d'euros, NGE est présent dans une vingtaine de pays et accompagne les donneurs d'ordre privés et publics pour financer, concevoir et réaliser leurs projets de transition dans les domaines de l'eau, des mobilités, des rénovations urbaines, des énergies et des télécoms. Les 26 000 collaborateurs de NGE sont fiers de contribuer à la construction d'ouvrages qui changent le monde.